

La troisième crise (1960 - 1980)

Jacques Venard cjm

Pas plus que les deux premières, cette crise n'est particulière à la Congrégation. Durant la Révolution française, comme durant les luttes anticléricales en France de 1880 à 1905, les Eudistes avaient connu les mêmes épreuves que l'ensemble de l'Église. Mais dans ces deux crises, l'Église était attaquée du dehors par des ennemis visibles. Au contraire, dans la crise qu'il s'agit d'évoquer maintenant, l'Église semble n'être attaquée par personne. C'est ce qui rend particulièrement malaisé d'essayer de rendre compte de ces années difficiles.

1925-1960: UNE VIGOUREUSE EXPANSION.

Au sortir de la guerre de 1914 s'ouvre pour la congrégation fondée par saint Jean Eudes une période de développement. Or sait comment tous les pays du monde occidental, après l'expansion capitaliste rapide des "années folles", ont été plongés dans la récession économique après 1929, tandis que les dictatures finissaient par déclencher une seconde guerre mondiale, plus effroyable encore que la première. Cette guerre laissa en 1945 une Europe exsangue partagée entre les deux blocs américain et soviétique réengagés aussitôt dans la "guerre froide".

Mais au milieu de tant de drames, on peut estimer que les années 1925-1960 furent des années très positives pour la petite société des Eudistes. Dans ses trois provinces, le nombre des membres incorporés passe de 256 à la fin de la guerre de 1918 à 421 en 1943, au moment du tricentenaire de la fondation.

La canonisation de saint Jean Eudes, en 1925, et la béatification en 1926 des trois martyrs eudistes de septembre 1792, donnaient toute raison de faire confiance à l'avenir.

La guerre, de nouveau, déchira le monde entier de 1939 à 1945, mais on peut dire que les Eudistes furent relativement protégés.

Tandis que les provinces américaines poursuivent leur marche en avant, les Eudistes de France connaissent évidemment les horreurs de la défaite et de l'occupation allemande. Deux jeunes officiers sont tués dans la campagne de France de 1940, trois autres eudistes sont victimes des bombardements, à Versailles, à la Rochelle, et, à Berlin, le P. Urbain Maubré qui était prisonnier de guerre. Bon nombre de pères et de séminaristes restent prisonniers durant près de cinq ans, mais reviennent sains et saufs.

Les séminaires de formation eudiste, Valmaria en Colombie, Charlesbourg au Canada, sont prospères. En Bretagne, à la Roche-du-Theil, les séminaristes, plus nombreux que jamais, sont menacés en 1943-44 par le Service Obligatoire du Travail, mais échappent, grâce à Dieu, à la déportation en Allemagne. Le P. Lebesconte avait donc bien des

motifs, en 1945, d'offrir en ex- voto d'action de grâces à saint Jean Eudes le beau reliquaire qui se trouve aujourd'hui dans la chapelle de notre maison de Rome.

La guerre avait interrompu l'envoi en Amérique du sud de jeunes eudistes français. Quelques uns y sont envoyés à partir de 1946 pour appuyer les fondations de Colombie et du Venezuela. Tandis que la province du Canada développe de nouveaux collèges, fonde aux États- Unis, et envoie de nombreux confrères au Venezuela, d'autres essais sont tentés au Brésil, puis au Chili, mais sans succès durable.

En 1953, le P. le Bourgeois succède au P. Lebesconte à la tête de la Congrégation. Pour répondre aux appels du Saint-Siège, est créé en Espagne un séminaire destiné à l'Amérique latine. En 1959, la province de France fonde le séminaire national de la Côte d'Ivoire. Tout cela est possible parce que les effectifs de la société, en trente ans, ont doublé. Ils atteignent en 1966 le chiffre maximum de 619 membres. Mais déjà sont apparus les signes de ce que nous pouvons appeler la "troisième grande crise", qui va secouer rudement le vieil arbre tricentenaire. Il est certainement trop tôt pour faire vraiment l'histoire de cette crise, d'abord parce que nous manquons de recul, mais surtout parce qu'elle est étroitement liée à une crise qui, depuis 1960, a secoué l'Église entière, spécialement dans le monde occidental.

## L'ÉGLISE DU CONCILE VATICAN II.

Le prestige du Pape Pie XII et le gouvernement très centralisé de l'Église catholique ne pouvaient masquer les aspirations d'un grand nombre de chrétiens, travaillés depuis la guerre par des courants théologiques et apostoliques vigoureux. Aux yeux étrangers, l'Église catholique, dans son unité doctrinale et disciplinaire stricte, pouvait apparaître comme sûre d'elle-même. Mais elle ne pouvait plus se dissimuler de graves problèmes, soulevés souvent d'ailleurs par l'ardeur évangélique de ses membres:

- Face à une Église cléricale, la montée d'une conscience de chrétiens laïcs, plus cultivés dans la foi et plus soucieux de participer à la mission;
- Face à un immense univers non-chrétien, le souci de chercher l'unité avec les autres chrétiens et le dialogue avec tous les hommes;
- Face à la déchristianisation des vieux pays chrétiens, révélée par les tempêtes sociales et politiques, un appel de rénovation missionnaire;
- Enfin un réveil biblique et liturgique qui appelait lui aussi à de nouveaux besoins.

Jean XXIII eut l'audace de mettre l'Église entière en face de ses problèmes, en convoquant en janvier 1962 le Concile Vatican II.

Un travail d'enfantement eut lieu, lent et douloureux, durant les quatre sessions du Concile, de 1962 à 1965, tout guidé par le désir de retrouver le visage de l'Église, "sans tache, ni ride, ni rien de tel". Quand les Pères conciliaires se séparèrent, le 8 décembre 1965, ils avaient à juste titre conscience d'avoir bien travaillé, et donné à notre Église les moyens de faire face aux tempêtes qui secouaient alors une civilisation en pleine crise de doute, où tout était remis en cause: les rapports internationaux, la société, la morale, la famille, les raisons de vivre.

Et certes on pouvait penser que, par fidélité au Christ, l'Église avait renouvelé son visage et qu'elle était désormais:

- Une Église où il serait plus facile d'échanger et d'entreprendre laïcs et clercs chacun dans sa mission propre;
- Une Église en dialogue avec tous les hommes, attentive aux droits de l'homme et spécialement des plus pauvres et des plus opprimés;
- Une Église acceptant de se réformer sans cesse sous l'action de l'Esprit, ayant admis de vivre au rythme d'un monde en perpétuel changement.

## LES ANNÉES DIFFICILES

Mais la crise dans l'Église ne faisait que commencer. Elle allait se traduire sur le plan le plus tangible, le plus mesurable par la chute de la pratique religieuse, par la raréfaction des vocations sacerdotales et religieuses.

Il n'est pas sûr que les chrétiens de 1980 soient moins fidèles à l'Évangile que ceux de 1960, mais il est certain que la "pratique" religieuse, évaluée d'après les présences à la messe, les baptêmes ou les mariages, a baissé considérablement.

Il n'est pas sûr qu'il y ait moins de sainteté chez les femmes, mais les vocations religieuses féminines se sont effondrées.

Il n'est pas sûr qu'il y ait moins de "bons ouvriers de l'Évangile", mais il est certain que dans les pays développés du monde occidental, le nombre des prêtres est en diminution rapide.

Une société de prêtres comme la nôtre devait évidemment subir de plein fouet les contrecoups de ce grand mouvement de remise en cause qui a affecté toute l'Église. Nous allons essayer de les décrire dans les trois milieux géographiques où travaillaient les Eudistes.

## EUDISTES EN FRANCE.

La France vivait depuis plus de cinquante ans en régime de séparation de l'Église et de l'État, dans un contexte longtemps marqué par l'anticléricalisme. Faut-il rappeler que, de 1905 à 1940, aucun catholique pratiquant n'a pu être ministre, et que la bataille de l'enseignement catholique a empoisonné la vie politique jusqu'à 1960. Toutefois on a pu noter entre 1930 et 1960 un léger progrès de la pratique religieuse, surtout masculine, et surtout l'action dynamique des mouvements d'Action Catholique, qui ont peu à peu transformé le climat social et politique. L'Église de France bouillonnait d'ailleurs jusqu'au Concile d'initiatives intellectuelles, pastorales ou missionnaires plus ou moins bien comprises à Rome. En tout cas le Concile fut accueilli avec bonheur par la quasi-totalité des catholiques français.

Mais la France prospère des "trente glorieuses" (1945-1975) était saisie dans les années 60, après la fin de la guerre d'Algérie, d'un certain "mal de vivre". "La France s'ennuie"

écrivait un célèbre journaliste, juste avant l'éclatement de Mai 1968. Mai 68 sorte de "Fête des fous" où furent remises en cause toutes les valeurs d'une civilisation trop satisfaite d'elle-même.

Les Eudistes de la province de France étaient en 1966 184, dont une dizaine travaillaient en Côte d'Ivoire. Leur effort principal depuis vingt ans, avait été de soutenir et de développer quatre COLLEGES florissants et, dans ce but, de multiplier la conquête de diplômes universitaires. Mais en même temps, ils étaient de plus en plus insérés dans la pastorale d'ensemble de l'Église de France par leurs divers engagements, dont le plus notable fut, en 1966 l'élevation à l'épiscopat de leur supérieur général. En contrecoup de la "Révolution" de mai 68, des prêtres français, groupés en particulier dans un mouvement "Échange et dialogue", mettaient en question le statut du prêtre face aux grandes valeurs humaines le travail professionnel, l'amour conjugal, l'engagement politique. Le mouvement n'eut guère d'écho direct chez nous. Mais il témoignait d'un malaise profond; de nombreux prêtres français quittèrent alors le ministère, et, parmi eux, quelques uns de nôtres, à la stupéfaction attristée de leurs confrères. Alors qu'on n'avait connu dans la province de France, durant plus de trente ans, presque aucune défection, une douzaine d'Eudistes ont quitté le ministère de 1967 à 1980, la plupart en demandant les dispense canoniques.

Et comme durant cette période, les vocations s'étaient presque tariées, le séminaire eudiste de Ris Orangis fermait en 1971 remplacé par une petite communauté de formation à Paris. De 1965 à 1980, la province n'a compté que seize incorporations. Aussi le nombre de ses membres est-il passé, en 15 ans, du maximum de 1966 (184 sans compter les pères travaillant aux Amériques) à 153 en 1980, avec un vieillissement accentué.

Pendant ce temps les Eudistes de France ont quitté la responsabilité des quatre collèges qu'ils avaient longtemps dirigés.

La loi scolaire de 1960 permettait enfin à ces collèges, désormais en contrat avec l'État, de payer honnêtement leurs cadres et professeurs, et donc de remplacer les prêtres par des laïcs. Par ailleurs, en faisant la révision de leurs Constitutions, les Eudistes avaient bien pris conscience que la mission première assignée par saint Jean Eudes n'était pas d'abord et uniquement l'enseignement secondaire. Beaucoup de confrères, quittant donc l'enseignement durent se "recycler" (le terme était à la mode), et leurs nouveaux engagements rendaient souvent difficile la pratique exacte de la vie commune. Fallait-il privilégier, lorsqu'ils semblaient incompatibles, l'appel de la mission ou celui de la vie commune?

Peu à peu de nouvelles missions se sont ouvertes, dans la ligne dessinée par les nouvelles Constitutions de 1983, et des communautés nouvelles se sont construites, qui souvent ne sont plus identifiées à une oeuvre commune, comme l'étaient les collèges ou les équipes de missionnaires de naguère.

Malgré les nouvelles priorités missionnaires définies, malgré la reprise d'un courant de vocations en France comme en Afrique, la province française des Eudistes sort de la crise vieillie et fragilisée. Mais elle a de nouveau un avenir.

## EUDISTES D'AMÉRIQUE DU NORD.

Les Eudistes du Canada étaient en majorité engagés dans l'éducation, et dirigeaient six collèges ou universités prospères, trois dans les Provinces Maritimes, deux au Québec, et un High School à Buffalo aux États-Unis... Ils dirigeaient aussi des paroisses, et le grand séminaire interdiocésain de Halifax. La province, en forte croissance, comptait 230 membres. De plus elle avait envoyé vingt pères jeunes au Venezuela. La maison de formation de Charlesbourg était devenue trop étroite, et un second scolasticat venait de s'ouvrir en 1961 à Limbour, non loin d'Ottawa.

C'est alors que commença ce que les Canadiens anglais, stupéfaits de voir l'évolution de leurs concitoyens francophones, ont appelé la "Révolution tranquille". Comme me le disait un Québécois: "Vous les français de France, imaginez que l'on a fait en dix ans la Révolution française, la Séparation de l'Église et de l'État et mai 68!".

Même vingt ans après, les Canadiens ont du mal à expliquer ce qui s'est passé. Il faut se rappeler le contexte historique. Le Canada, "empire des blés et des bois", avait connu entre les deux guerres une forte expansion industrielle de pays neuf, puis la terrible crise de 1929. Il fallut attendre la guerre de 1939 pour retrouver la prospérité et le plein emploi. La population, rurale à 60% en 1901, s'est retrouvée urbaine à 75% en 1971.

Devenu une grande puissance, le pays est divisé par la rivalité des francophones et anglophones. Mais la francophonie s'identifie presque à l'Église catholique. Certes le régime religieux est un régime de séparation de l'Église et de l'État, mais, jusqu'en 1960, l'Église garde le contrôle de domaines essentiels (éducation, assistance sociale, service de la santé) qu'elle a pris l'habitude de considérer comme siens. Le fameux rapport Dumont "L'Église au Québec, un héritage, un projet" (Montréal 1971) n'hésite pas à noter, p.63: "S'il est vrai que l'Église s'est en quelque sorte approprié notre société celle-ci s'est aussi approprié l'Église"

Une communauté unanime appuyait son unité ethnique et linguistique sur une sorte de religion nationale, expression emblématique de l'identité de la nation. L'Église omniprésente, maternelle, vivait un césaro-papisme paisible. Comme l'a écrit A Turcotte en 1981, dans "L'éclatement d'un monde":

L'Église contrôlait pratiquement tout l'enseignement, du primaire, à l'Université. Elle dirigeait des services sociaux, la plupart des hôpitaux ou dispensaires, et un réseau développé d'oeuvres de loisirs. Par la présence d'un aumônier ou d'un conseiller moral, elle supervisait un certain nombre d'associations professionnelles... Des prêtres nombreux - un pour 500 fidèles en moyenne -, des religieux et religieuses en grand nombre, et un vaste réseau d'organisation pieuses assuraient le rayonnement ecclésiastique. Cette présence institutionnelle de l'Église dans la vie sociale avait des implications économiques et politiques difficiles à évaluer. Le tout s'accompagnait d'une pratique religieuse appuyée sur des traditions bien enracinées.

Naturellement ce cléricalisme avait suscité depuis longtemps un certain anticléricalisme verbal! Mais cela ne tirait pas à conséquence.

Dès les années 50, pourtant, l'État commence à prendre pied dans le domaine de l'enseignement. L'éducation, de plus en plus coûteuse, doit vivre des subventions du gouvernement: déjà 50% en 1962. Le gouvernement souhaite donc contrôler davantage un enseignement de plus en plus critiqué, par exemple dans le célèbre pamphlet de J.P. Desbiens, Les insolences de Frère Untel, paru en 1960.

En face de la contestation sociale, les évêques avaient tenu une position ouverte, lors de la célèbre "grève de l'amiante" en 1949; mais depuis, l'Église semblait s'accommoder assez bien du capitalisme, source de prospérité. Un symptôme alarmant: la chute de la natalité témoignait d'une nouvelle libération des consciences, par rapport aux lois de l'Église.

La Révolution fut très rapide comme le montrent quelques faits:

- Dans l'enseignement en pleine expansion, l'afflux des enseignants laïcs: les enseignants clercs, qui étaient 49 % en 1945, n'étaient plus en 1967 que 18 %. Une réforme menée par les commissions scolaires entraîna le passage rapide, mais à l'amiable, des écoles religieuses à des organismes neutres: les enseignants ne sont plus les envoyés de l'Église, mais des fonctionnaires de la société civile.
- La loi des Fabriques, en janvier 1968, précisa que les paroisses n'auraient plus le droit de posséder et de gérer des biens dont l'usage ne se rattachait pas à l'exercice du culte.
- Diverses mesures législatives introduisent le mariage purement civil, etc.

"L'Église n'apparaissait plus avoir rendu des services à la société en assurant l'éducation et l'assistance sociale, mais plutôt avoir utilisé ces dernières comme instruments de pouvoir. Il fallait se libérer de l'emprise ecclésiastique..."

Les évêques semblent avoir accepté ces évolutions comme inévitables, et même souhaitables. Ils avaient le réalisme des citoyens du Nouveau-Monde. Le souffle de liberté et d'adaptation apporté par le Concile Vatican II permit ainsi que cette révolution se passât sinon sans souffrances et injustices, du moins sans drames.

Mais on ne peut s'étonner du résultat:

- La chute massive de la pratique dominicale et sacramentelle. Les jeunes sont rares dans les églises, et bien souvent le psychiatre a remplacé le confesseur.
- La générosité reste intacte mais va plutôt vers le combat pour la justice dans le monde, pour l'égalité des droits des femmes, des étrangers, que vers les vocations sacerdotales ou religieuses.
- L'influence extérieure de l'Église a diminué dans tous les domaines. L'Église "mater et magistra" est devenue "servante et pauvre".

Chez les Eudistes ?

En quelques années, les collèges florissants ont tous été cédés, sauf Rosemont à Montréal. Le séminaire inter-diocésain d'Halifax et les deux scolasticats eudistes de Limbour et de Charlesbourg ont été fermés, faute de séminaristes, la province a perdu presque toutes ses oeuvres caractéristiques.

Pour des prêtres qui avaient engagé toute leur vie dans des tâches d'éducation, vers quoi se tourner? En France, une certaine pénurie du clergé rendait la reconversion plus facile qu'au Canada où les paroisses ne manquaient généralement pas de prêtres. Bon nombre d'Eudistes canadiens, pris dans le mouvement général de remise en cause qui secouait l'Église, ont alors choisi de quitter le ministère: un peu plus de quarante entre 1966 et 1980.

Le départ de ces compagnons, souvent pleins de valeur et de capacités, laissera parmi les Eudistes d'Amérique du Nord une blessure très longue à se fermer. Ceux qui restaient ont eu le courage de se recycler pour se tourner vers les nouvelles tâches que suscite sans cesse la mission: paroisses difficiles, service des plus pauvres, formation spirituelle et intellectuelle des laïcs, dans des centres de style divers, à Laval, à Champboisé, et plus récemment au St John Eudes Center de Buffalo, missions paroissiales, etc. Les conseils provinciaux, les Assemblées ont su faire une analyse précise de la situation et commencer la reconstruction:

" Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie Et sans perdre un instant te mettre à rebâtir..."

L'imagination, le réalisme, la convivialité fraternelle ne manquent pas, mais la crise a entraîné aussi un arrêt des vocations. Quelques ordinations ont encore eu lieu jusqu'en 1970. Mais depuis cette date jusqu'à maintenant, elle n'atteignent pas dix. C'est dire que "l'hiver vocationnel" dont parlait le pape Jean-Paul II se prolonge.

#### EUDISTES D'AMÉRIQUE LATINE.

La crise qui a secoué si fort le Canada n'a pas épargné l'Amérique latine. Mais il ne s'agit pas ici seulement du contrecoup des remises en cause européennes et nord-américaines car le contexte social et religieux est tout différent.

\* En Colombie

En Colombie, la province qui comptait 144 membres en 1966, n'en comptait plus que 132 en 1980. Certes il y a eu durant cette période une vingtaine de départs d'Eudistes incorporés, mais la majorité sont des passages vers un diocèse, des départs de frères laïcs ou des réorientations de séminaristes. Sept seulement ont quitté le ministère sacerdotal.

La crise dans une province largement consacrée à la formation des prêtres, a porté surtout sur la critique des méthodes traditionnelles de formation, et a entraîné la diminution des petits séminaires. Les séminaires se vident, les vocations se raréfient et ne tiennent pas. Le séminaire de Valmaria se maintient à peu près, mais de 1966 à 1976, on ne compte que 23 incorporations, et 3 seulement de 1976 à 1981. Devant la baisse des vocations, on tente des formules nouvelles, par exemple des séminaires pour adultes qui, sans quitter leur travail, se forment en soirée et fins de semaine. Ces formules ont disparu depuis.

Si les séminaires classiques sont en difficulté, la province développe pourtant des signes

d'espérance:

- La grande conférence du CELAM à Medellin (1968) a eu un retentissement durable. Plusieurs confrères travaillent à l'application du Concile au niveau de l'Amérique latine tout entière, et cela ouvre les horizons et les frontières.

- Il faut dire que même durant cette période difficile, les Eudistes colombiens ont continué des fondations, en particulier la prise en charge du séminaire de Quito en 1978. Il faut dire aussi que le recrutement sacerdotal a repris, depuis lors, vigoureusement, tant pour le clergé diocésain que dans la province. Les jeunes Eudistes en formation, qui étaient une quarantaine en 1982, sont 110 en 1993, dans les deux centres de Valmaria et du Minuto de Dios!

- Enfin, l'essor du Minuto de Dios et du mouvement charismatique, reconnu dans la province dans un effort méritoire de tolérance mutuelle, apparaît avec le recul de quelques années comme un élément providentiel pour les Eudistes de Colombie.

\* Au Venezuela

En 1966, la petite province du Venezuela, détachée de la Colombie en 1956, comptait 56 membres incorporés. Mais parmi eux les vénézuéliens de souche n'étaient que sept dont deux évêques: Mgr Salas nommé en 1961 et Mgr Rojo, en 1980. Les autres Eudistes étaient français, colombiens et surtout canadiens.

Les Eudistes tenaient une place de premier plan dans la formation des prêtres du Venezuela, puisqu'ils dirigeaient les séminaires de Mérida, de Caracas, de Maracaibo et de San Cristobal. En quelques années ils furent amenés à abandonner presque toutes ces fonctions. En 1980, les deux-tiers des vingt canadiens de 1966 étaient rentrés dans leur province d'origine, et la province du Venezuela se trouvait dans des difficultés telles que l'Assemblée générale de 1977 faillit décider de la supprimer. Elle avait perdu ses oeuvres les plus significatives, et la moitié de ses membres.

Disons tout de suite qu'avec l'aide de la province de Colombie, la province du Venezuela a su, depuis lors, retrouver un avenir. Si l'effectif, douze ans après, ne dépasse guère 30, les trois-quarts sont maintenant des vénézuéliens, des jeunes arrivent et le projet eudiste est redessiné.

AU MILIEU DES DIFFICULTÉS, L'"AGGIORNAMENTO".

Il semblait honnête, puisqu'il s'agit d'histoire récente, de décrire les épreuves qu'a connues la Congrégation durant ces quinze années de crise. Mais il faut aussi mentionner ce qui a été fait, durant ces années, pour maintenir le cap du navire, et lui permettre de continuer sa route. On peut penser qu'il n'est pas toujours gai pour un supérieur provincial de fermer des maisons, de préparer des dossiers de "dispense des obligations du ministère", ou de calculer avec l'économiste provincial ce qu'il faudrait prévoir pour assurer, jusque vers 2030 ou 2040, la vieillesse du dernier Eudiste de sa province!

Mais je pense que personne, du supérieur général jusqu'au plus jeune séminariste, ne s'est enfermé dans la déploration des difficultés. Au contraire, cette époque de crise a été fertile en initiatives de tout genre, et surtout, elle a été marquée par l'aggiornamento



des Constitutions, ce qui a permis une meilleure définition du projet eudiste.

Le P. Armand le Bourgeois a connu la fin de la période d'expansion, et fait participer au mieux la Congrégation à la grande oeuvre du Concile Vatican II. En 1966 il devient évêque d'Autun .

Le P. Fernand Lacroix, qui lui a succédé, a vu apparaître les premiers symptômes de la crise, et il a dirigé les débuts de l'aggiornamento. Devenu évêque à son tour en 1970, il a cédé la place au P. Clément Guillon. Ce dernier a mené la Congrégation de 1971 à 1983, durant deux mandats successifs, jusqu'à l'adoption de nos Constitutions définitives en 1983. Ces trois gouvernements ont donc mené ou coordonné tout ce qui a été fait pour gérer la crise. Visites et contacts personnels, réunions et conseils, lettres circulaires, suggestions, autorisations et refus... Il est beaucoup trop tôt pour mesurer l'impact de ces gouvernements sur les situations que nous avons décrites. Mais l'oeuvre essentielle de cette période, celle qui permet le mieux d'envisager un avenir au delà de ce 350e anniversaire, c'est l'effort de mise à jour, de renouvellement qui s'est traduit dans les nouvelles Constitutions de la Congrégation.

Dès avant la fin du Concile, apparaissait la nécessité de redéfinir clairement la mission et le style de vie d'une société plus que tricentenaire. L'histoire avait parfois contribué à obscurcir le but de la mission des Eudistes. L'urgence de l'éducation chrétienne, dans la France du 19e siècle, avait orienté de ce côté-là les forces vives de la Congrégation, et au Canada, on avait poursuivi ces choix. Mais sans oublier jamais que saint Jean Eudes avait rassemblé ses compagnons pour la formation des prêtres, en leur assignant une double mission, les "exercices des séminaires" et les "exercices des Missions"

On pouvait aussi souhaiter un renouveau de la vie communautaire qui renouvellerait le partage des responsabilités et l'expression de la vie fraternelle. Dès l'élection du P. Fernand Lacroix, en août 1966, on décida la convocation prochaine d'une Assemblée générale spéciale d'aggiornamento; une enquête qui atteignit chaque eudiste et chaque communauté ramena 1886 suggestions! Le travail, harmonisé par une Conseil élargi à l'automne de 1967, donna lieu à de multiples rencontres et travaux durant l'année 1968. Rappelons seulement, en France, ces États-Généraux de Versailles, dans la chaleur de juillet, juste au moment où était publiée l'encyclique "Humanae vitae".

A l'été 1969, l'Assemblée Générale spéciale rassemblait à Rome, sous une chaleur plus lourde encore, 45 représentants de la Congrégation, pour six semaines de travail, d'où sortirent les Constitutions "ad experimentum".

Celles-ci ont régi la vie eudiste durant 14 ans, et on peut considérer ce long délai comme providentiel, car il a permis de prendre un peu de liberté vis-à-vis des questionnements trop abrupts, un peu plus de recul aussi par rapport à la lettre des décrets conciliaires. Lorsque l'Assemblée de 1983 a réexaminé ces textes, elle a pu leur donner souvent une touche plus claire et plus légère, plus proche également des expressions mêmes de saint Jean Eudes. Ce sont nos Constitutions actuelles, approuvées par la Congrégation des Religieux le 28 juin 1984.

La période de confection et d'expérimentation de nos Constitutions a donc à peu près

coïncidé avec ce que nous avons nommé "la troisième crise". Et nous sommes en droit de penser que ce travail a contribué à aider les Eudistes à vivre cette période parfois difficile.

Devant ce devoir de recherche et d'expérimentation, chaque Eudiste a pu se sentir plus responsable de l'avenir même de toute la famille.

Il a pu voir plus clairement la mission que Dieu assigne à la Congrégation:

"La mission de la Congrégation au sein de l'Église est de collaborer et à l'oeuvre de l'évangélisation et à la formation de bons ouvriers de l'Évangile" (Constitutions, nE 10).

Dans le renouvellement de la vie communautaire et du gouvernement, chaque Eudiste a pu se sentir mieux reconnu, chaque communauté, plus responsable de son plan de vie, chaque province, plus libre de ses orientations et de ses choix pastoraux...

En 1789, devant la Révolution, les Eudistes savaient bien où était l'adversaire: il s'agissait de résister, fut-ce jusqu'au sang versé.

En 1903, devant la persécution antireligieuse qui les contraignait à l'exil, ils ont pu, grâce au développement des fondations d'Amérique, garder cohésion et espoir.

Durant cette troisième crise, insidieuse, insaisissable, on peut penser que la claire vision de leur vocation, approfondie grâce à la réflexion de l'aggiornamento, a contribué à maintenir dans ces années plus obscures la fidélité et l'espérance.

Jacques Venard cjm  
Rome